

**MARIE-GEORGE
BUFFET**

**Rassembler la gauche
populaire « antilibérale »**

**Désarmer
pour combattre la pauvreté :
une campagne internationale
Contact coordination internationale :
pdt@fdh.org**

Paris, le 12 février 2007

Madame, Monsieur,

J'ai bien reçu votre lettre d'interpellation des candidats à l'élection présidentielle et je vous en remercie.

La question du désarmement et son rapport au développement constituent un des grands défis auxquels la France, l'Europe et l'ensemble de la Communauté internationale sont confrontés de façon pressante. On peut même dire avec une certaine urgence. Et cela dans le nouveau contexte international qui s'est ouvert avec les bouleversements géopolitiques intervenus en Europe de l'Est voici environ 15 ans.

Le désarmement est une exigence primordiale dans une situation internationale où les risques s'accumulent dangereusement : dérives vers le nucléaire comme arme d'emploi, reprise de la course aux armements, remontée des dépenses militaires, exacerbation des tensions et des conflits en particulier au Moyen-Orient, montée de nationalismes et de protectionnismes...

Ces évolutions sont très préoccupantes. La nécessité d'agir pour le désarmement n'en est que plus forte.

Je pense qu'il est possible de diminuer le budget défense de la France et, en même temps, d'inscrire la politique française dans une politique de désarmement multilatéral et contrôlé impliquant l'ensemble des pays et tous les types d'armes. Je souhaite que la France s'engage avec détermination dans cette voie avec ses partenaires de l'Union européenne et en cherchant à entraîner en particulier chacun des membres permanents du Conseil de Sécurité qui ont, à ce titre, une responsabilité décisive en matière de sécurité internationale.

On peut diminuer le budget français de la défense tout en assurant les conditions de la sécurité. Il y a trois types de conditions pour cela.

Il faut réduire certaines dépenses notamment dans le nucléaire et touchant aux essais en simulation ou bien aux nouveaux équipements (missile M51, sous-marins d'attaque, deuxième porte avion). Ces réductions budgétaires doivent faire l'objet d'un examen sérieux et responsable notamment au Parlement et en s'appuyant sur l'avis des ONG et de l'ensemble des organisations de la société civile.

Il est nécessaire, simultanément, que la France puisse contribuer activement à la baisse des tensions, à la résolution des conflits, à une grande politique favorisant l'éradication de la pauvreté

et la sortie des conditions du sous-développement qui forme le terreau des crises.

Enfin, une dynamique de désarmement s'impose sur le plan international, du nucléaire et autres armes de destruction massive jusqu'aux armes légères (600 millions en circulation) qui sont le « carburant » meurtrier des conflits.

Il est de toute façon indispensable d'établir un bilan précis et transparent de la politique et du budget défense ainsi que de la loi de programmation militaire. Tout doit être mis sur la table pour un débat public transparent dans lequel le Parlement doit jouer un rôle primordial. Il faut sortir du secret et du domaine réservé pour que l'opinion publique s'empare de cet enjeu décisif.

Oui, il est possible de désarmer, de faire progresser les dépenses sociales utiles et la protection sociale au détriment des dépenses militaires tant au niveau national que sur le plan international. La France, avec ses partenaires européens, est bien placée pour impulser une nouvelle politique de ce type sans sacrifier la sécurité, bien au contraire.

On constate d'ailleurs avec consternation comment la politique étrangère américaine, qui s'appuie sur un budget militaire démentiel (environ 500 milliards de dollars annuels maintenant) est en échec au Moyen-Orient et crée plus d'insécurité et de terrorisme qu'elle n'en empêche.

Pour toutes ces raisons, je suis favorable au développement de services civils, à la mise en place de lieux de concertation ou de partenariat avec les organisations de la société civile. C'est avec l'apport des syndicats, des ONG, du mouvement associatif dans sa diversité que l'exigence du désarmement peut avancer au bénéfice de la réponse à des attentes sociales légitimes.

Sur le plan international, il me semble que l'aide publique au développement doit être sérieusement revalorisée pour atteindre le niveau de 0,7% du PIB des Etats concernés, conformément à l'engagement pris voilà plus de 30 ans... Arracher nombre de pays à la pauvreté appelle aussi des politiques favorables au développement dans toutes ses dimensions: mise en cause des plans d'ajustement structurel, annulation des dettes en particulier. On peut cependant être inquiet alors que les objectifs du millénaire pour le développement adoptés en 2000 par l'ensemble des pays membres de l' ONU ne seront très probablement pas atteints à l'horizon 2015 comme prévu. C'est dire l'effort de sensibilisation des opinions publiques et de mobilisation des autorités politiques, sociales, morales... nécessaires pour ouvrir une perspective différente, pour contribuer à des relations internationales plus civilisées. C'est en tout les cas le choix que je fais.

Je vous remercie pour l'attention que vous pourrez porter à ces quelques indications sur les orientations de ma campagne dans un domaine qui me tient à coeur.

Je vous prie de recevoir l'expression de mes cordiales salutations.

Marie-George Buffet